

## Informations à vous fournir dans le cadre de l'article 13 du Règlement général sur la protection des données

### Quel(s) traitement(s) ?

Télé Assistance – Octroi de la gratuité

### Pourquoi nous fournissons-vous ces informations ?

Dans le cadre du Règlement général sur la Protection des Données (RGPD) et afin d'être le plus transparent possible avec vous, il est nécessaire de vous fournir une série d'information concernant aussi bien le traitement dont fait l'objet cette fiche que les possibilités pour vous d'exercer vos droits.

Le document fait de fréquents renvois aux articles spécifiques du RGPD : si certaines informations vous semblent incomplètes, n'hésitez pas à compléter l'information à l'aide des articles spécifiques du RGPD, [accessible en ligne en suivant ce lien](#).

### Informations de base

L'art. 13, paragraphe 1 du RGPD indique ce qui suit : « Lorsque des données à caractère personnel relatives à une personne concernée sont collectées auprès de cette personne, le responsable du traitement lui fournit, au moment où les données en question sont obtenues, toutes les informations suivantes : »

<b>a.1. Coordonnées du responsable du traitement</b>  <b>Art. 13, 1, a (1<sup>ère</sup> partie) :</b> « l'identité et les coordonnées du responsable du traitement »	Ville de Mons Grand'Place 22 7000 Mons Tel. : 065/40.21.53 Mail : <a href="mailto:secretariat.communal@ville.mons.be">secretariat.communal@ville.mons.be</a>
<b>a.1. Service en charge</b>	Prévention – Équipe sécurisation Grand'Rue n° 67-69 / 4 <sup>ème</sup> étage 7000 Mons Tel. : 065 40 58 51 Courriel : <a href="mailto:securisation@ville.mons.be">securisation@ville.mons.be</a>
<b>b. Délégué à la protection des données</b>  <b>Art. 13, 1, b :</b> « le cas échéant, les coordonnées du délégué à la protection des données »	Cellule Protection des Données Ville/CPAS Grand'Place 22 7000 Mons Tel. (DPO Ville) : 065/35.20.71 Mail : <a href="mailto:dpo@ville.mons.be">dpo@ville.mons.be</a>
<b>c.1. Finalités</b>  <b>Art. 13, 1, c (1<sup>ère</sup> partie) :</b> « les finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel »	Octroi de la gratuité du système de Télé Assistance
<b>c.2. Base juridique</b>	Consentement

<b>Art. 13, 1, c (2<sup>e</sup> partie) :</b> « ainsi que la base juridique du traitement »	
<b>d. Intérêt légitime ?</b>  <b>Art. 13, 1, d :</b> « lorsque le traitement est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point f) [= base juridique « Intérêt légitime », les intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers »	Non applicable
<b>e. Destinataire</b>  <b>Art. 13, 1, e :</b> « les destinataires ou les catégories de destinataires des données à caractère personnel, s'ils existent »	- Pour le paiement : Téléassistance ( <a href="https://www.teleassistancemons.be/">https://www.teleassistancemons.be/</a> ) - Pour l'enquête sociale : Service ACASA (dépendant de : intercommunale CHU PMB (Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage
<b>f. Transfert vers un pays tiers</b>  <b>Art. 13, 1, f :</b> « le cas échéant, le fait que le responsable du traitement a l'intention d'effectuer un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, et l'existence ou l'absence d'une décision d'adéquation rendue par la Commission ou, dans le cas des transferts visés à l'article 46 ou 47, ou à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa, la référence aux garanties appropriées ou adaptées et les moyens d'en obtenir une copie ou l'endroit où elles ont été mises à disposition »	Non applicable

### Exercice de vos droits

Le responsable du traitement fournit à la personne concernée, au moment où les données à caractère personnel sont obtenues, les informations complémentaires suivantes qui sont nécessaires pour garantir un traitement équitable et transparent : »

<b>a.1. Durée de conservation</b>  <b>Art. 13, 2, a (1<sup>ère</sup> partie) :</b> « la durée de conservation des données à caractère personnel »	10 ans : nom, prénom, adresse 2 ans après la clôture du dossier : dossier complet de demande
<b>a.2. Critères de destruction</b>  <b>Art. 13, 2, a (2<sup>e</sup> partie) :</b> « ou, lorsque ce n'est pas possible, les	10 ans : preuves financières à conserver 2 ans après clôture : fin de l'utilité administrative et marge de sécurité.

<p><i>critères utilisés pour déterminer cette durée »</i></p>	
<p><b>b. Vos droits</b></p> <p><b>Art. 13, 2, b :</b> <i>« l'existence du droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données »</i></p>	<p>Dans le cadre de la législation, vous pouvez exercer une série de droit allant du simple accès à l'effacement de vos données en passant par l'opposition à un traitement.</p> <p>Pour l'exercice de ces droits, vous pouvez contacter la Cellule Protection des Données (voir ci-dessus).</p> <p><b>Droit d'accès (art. 15) :</b> ce droit vous permet d'obtenir une série d'informations concernant le traitement de vos données ainsi que l'accès/une copie de vos données. Vous pouvez directement faire la demande de copie auprès du service concerné.</p> <p><b>Droit de rectification (art. 16) :</b> lorsque vous estimez que certaines informations sont incorrectes, vous pouvez demander leur rectification auprès du service concerné.</p> <p><b>Droit à l'effacement (art. 17) :</b> Si (entre autres) vous estimez que notre administration n'a pas ou plus besoin de traiter vos données ou si vous estimez que le traitement que nous en faisons est illicite, vous pouvez demander leur effacement. Dans ce cadre, vous renoncez également à l'éventuelle gratuité octroyée.</p> <p><b>Droit à la limitation du traitement (art. 18) :</b> Pour des raisons similaires au droit à l'effacement, vous pouvez demander la limitation du traitement. Dans ce cadre, notre administration ne pourra traiter vos données que sur votre autorisation expresse, sauf pour leur conservation.</p> <p><b>Droit à la portabilité des données (art. 20) :</b> Non applicable.</p> <p><b>Droit d'opposition (art. 21) :</b> Non applicable.</p> <p><b>Droit lié à la prise de décision automatisée y compris le profilage (art. 22) :</b> Non applicable.</p>

<p><b>c. Retrait de consentement</b></p> <p><b>Art. 13, 2, c :</b> « <i>lorsque le traitement est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point a), ou sur l'article 9, paragraphe 2, point a), l'existence du droit de retirer son consentement à tout moment, sans porter atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci</i> »</p>	<p>Vous pouvez retirer votre consentement. Ce retrait peut impliquer l'effacement de vos données et l'arrêt de la gratuité.</p>
<p><b>d. Réclamation</b></p> <p><b>Art. 13, 2, d :</b> « <i>le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle</i> »</p>	<p>Si, dans le cadre de l'exercice de vos droits, vous avez une série de questions générales ou une plainte à formuler contre une décision prise dans le cadre de l'exercice de vos droits, vous pouvez contacter l'Autorité de la Protection des Données (onglet « Agir »).</p> <p><a href="https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen">https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen</a></p>
<p><b>e. Raison de la fourniture</b></p> <p><b>Art. 13, 2, e :</b> « <i>des informations sur la question de savoir si l'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire ou contractuel ou si elle conditionne la conclusion d'un contrat et si la personne concernée est tenue de fournir les données à caractère personnel, ainsi que sur les conséquences éventuelles de la non-fourniture de ces données</i> »</p>	<p>Les données sont utilisées pour garantir votre droit à la prise en charge des frais d'abonnement à votre système de Télé Assistance par la Ville de Mons.</p>
<p><b>f. Décision automatisée</b></p> <p><b>Art. 13, 2, f :</b> « <i>l'existence d'une prise de décision automatisée, y compris un profilage, visée à l'article 22, paragraphes 1 et 4, et, au moins en pareils cas, des informations utiles concernant la logique sous-jacente, ainsi que l'importance et les conséquences prévues de ce traitement pour la personne concernée.</i> »</p>	<p>Non applicable.</p>